



**PRÉFET
DU VAL-D'OISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement, de l'aménagement et
des transports d'Île-de-France**

Unité départementale du Val-d'Oise
Immeuble Jacques Lemercier
5 avenue de la Palette
95010 Cergy-Pontoise

Cergy-Pontoise, le 6 août 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/07/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SCAPNOR

ZAE - Chemin du Bac des Aubins
95820 Bruyères-sur-Oise

Références : UD95 – 2024 – 624
Code AIOT : 0006505558

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/07/2024 dans l'établissement SCAPNOR implanté ZAE - Chemin du Bac des Aubins à Bruyères-sur-Oise (95820). Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (www.georisques.gouv.fr/).

La visite d'inspection a été réalisée dans le cadre du suivi des arrêtés préfectoraux de mise en demeure et de sanctions du 6 juin 2024.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SCAPNOR
- ZAE - Chemin du Bac des Aubins BP 10 95820 Bruyères-sur-Oise
- Code AIOT : 0006505558
- Régime : Autorisation

La société SCAPNOR est la centrale d'achat et d'approvisionnement des magasins E. Leclerc de la zone géographique Île-de-France/Nord. Elle exploite une plateforme logistique.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Respect des quantités maximales autorisées de produits dangereux	AP Complémentaire du 21/02/2017, article 1.2.1	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Demande d'action corrective	1 mois

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	État des stocks	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.4	Avec suites, Astreinte, Amende	Levée d'astreinte

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de l'inspection et par courrier du 1^{er} août 2024, l'exploitant a présenté les actions correctives mises en œuvre afin de pouvoir mettre à disposition, à tout moment, aux services de secours un état des stocks conforme aux dispositions de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017. Ces éléments permettent de considérer que l'article 2 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 7 décembre 2023 a été suivi d'effet.

En revanche, l'exploitant n'a pas transmis les éléments démontrant qu'il respecte les quantités maximales de produits dangereux imposées par l'arrêté préfectoral du 21 février 2017. Il a toutefois présenté les actions correctives en cours de réalisation. Pour cette raison, un ultime délai de remise en conformité lui est accordé.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : État des stocks

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.4
Thème(s) : Risques accidentels, État des stocks
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Cet état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :</p> <p>1. servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.</p> <p>Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.</p> <p>Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance ;</p> <p>2. répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.</p> <p>L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à</p>

tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.

Pour les matières dangereuses et les cellules liquides et solides liquéfiables combustibles, cet état est mis à jour, a minima, de manière quotidienne.

Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.[...]

Article 2 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 7 décembre 2023 :

L'exploitant est mis en demeure de respecter, dans un délai de 3 mois à compter de la date de notification du présent arrêté les dispositions de l'article 1.4 de l'arrêté du 11 avril 2017 susvisé.

L'exploitant devra démontrer qu'il a mis en œuvre les dispositions nécessaires pour disposer d'un état des stocks répondant aux objectifs de l'article 1.4 de l'arrêté du 11 avril 2017 susvisé.

Non-conformité n°2 de l'inspection du 16 avril 2024

Non-conformité n°2 : Contrairement aux dispositions de l'article 1.4 de l'annexe II de l'arrêté du 11 avril 2017 et contrairement à l'article 2 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 7 décembre 2023, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter un état des stocks mis à jour de manière quotidienne pour les produits dangereux et mis à jour hebdomadairement pour les autres matières.

Constats :

Lors de la visite, l'exploitant a présenté à l'inspection l'application en cours de finalisation lui permettant de disposer d'une extraction de ses logiciels de gestion de stock et lui permettant de disposer d'un état des stocks mis à jour quotidiennement.

Cette application comprend 2 onglets :

- un premier onglet avec la quantité de produits relevant d'une rubrique ICPE par cellule
- un second onglet avec la quantité de produits par catégorie et par cellule.

Les catégories sont basées sur celles habituellement retrouvées dans un magasin : soins du linge, boissons sucrés...

L'exploitant a indiqué lors de la visite qu'il réalise encore quelques tests pour vérifier si les résultats de l'application sont cohérents avec les stocks réels.

Lors de la visite, l'exploitant a indiqué qu'il doit encore définir les modalités de mise à disposition du document au poste de garde pour qu'il soit immédiatement disponible pour les services de secours.

Par courrier du 1er août 2024, l'exploitant a indiqué qu'il met désormais son état des stocks à disposition des secours en transmettant l'état des stocks par courriel au poste de garde et en réalisant une impression de cet état des stocks.

Ces éléments permettent de considérer que l'article 2 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 7 décembre 2023 a été suivi d'effet à compter du 1er août 2024 (jour non inclus dans l'astreinte). L'inspection propose par conséquent de lever et liquider totalement l'astreinte imposée par arrêté préfectoral du 4 juin 2024, notifiée le 6 juin 2024, soit une période de 56 jours. Le montant de l'astreinte à liquider s'élève à 5 600 €.

Observation : Les éléments présents dans l'application répondent aux objectifs des dispositions de l'article 1.4 de l'arrêté du 11 avril 2017 en mettant à dispositions des secours un état des stocks identifiant les produits dangereux et les quantités de produits dans l'entrepôt. L'onglet présentant les quantités de produits par catégorie peut être amélioré en réduisant le nombre de catégories de produits (en agrégeant les catégories de produits des boissons non alcoolisées, en agrégeant les produits alimentaires...).

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée d'astreinte

N° 2 : Respect des quantités maximales autorisées de produits dangereux

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 21/02/2017, article 1.2.1

Thème(s) : Situation administrative, Respect des quantités maximales autorisées de produits dangereux

Prescription contrôlée

Rubrique	Libellé de la rubrique	Activité du site actualisée	Régime
1510-1	Entrepôts couverts : stockage de matières, produits ou substances combustibles en quantité supérieure à 500 t 1 - Le volume étant supérieur à 300 000 m³.	Volume de stockage : 922 439 m³ Quantité maximale : 34 227 t	A
1511 - 3	Entrepôts frigorifiques, à l'exception des dépôts utilisés au stockage de catégories de matières, produits ou substances relevant, par ailleurs, de la nomenclature. Le volume susceptible d'être stocké étant : 3 - Supérieur ou égal à 5 000 m³ mais inférieur à 50 000 m³.	Cellule 2 : 10 662 m³ Cellule 3 : 7 882 m³ Cellule 4 : 6 336 m³ Cellule 5 : 8 700 m³ soit un volume total de 34 660 m³	DC
2910	Installation de combustion, la puissance thermique nominale de l'installation est supérieure à 2 MW.	Deux chaudières d'une puissance thermique unitaire de 1 400 kW Puissance thermique totale : 2,8 MW	DC
4755-3	Stockage des alcools de bouche d'origine agricole, eaux-de-vie et liqueurs. Lorsque la quantité stockée de produits dont le titre alcoométrique volumique est supérieur à 40 %, susceptible d'être présente est : 3 - Supérieure ou égale à 50 m³ mais inférieure à 500 m³	Quantité totale : 340 m³	DC
4802-2-a	Gaz à effet de serre fluorés visés à l'annexe I du règlement (UE) n° 517/2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés et abrogeant le règlement (CE) n° 842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n° 1005/2009 (fabrication, emploi, stockage). Emploi dans des équipements clos en exploitation. a) Équipements frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire supérieure à 2 kg	Quantité maximale stockée : 6,927 t	DC
1450	Solides facilement inflammables à l'exclusion des substances visées explicitement par d'autres rubriques : 2) Emploi ou stockage : la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : b) Supérieure à 50 kg, mais inférieure à 1 t	Quantité maximale stockée = 950 kg	D

1532-3	Bois ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés et les produits ou déchets répondant à la définition de la biomasse et visés par la rubrique 2910-A, ne relevant pas de la rubrique 1531 (stockage de), à l'exception des établissements recevant du public. Le volume susceptible d'être stocké étant : 3. Supérieur à 1 000 m³ mais inférieur ou égal à 20 000 m³	3 zones de stockage de palettes pour un volume total maximal de 7 300 m³	D
2925	Atelier de charge d'accumulateurs. La puissance maximale de courant continu utilisable étant supérieure à 50 kW	Puissance maximale : 456 kW	D
1630	Soude ou potasse caustique (fabrication industrielle, emploi ou stockage de lessives de) B. - Emploi ou stockage de lessives de. Le liquide renfermant plus de 20 % en poids d'hydroxyde de sodium ou de potassium. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 100 t	Quantité maximale stockée : 5,35 t	NC
1435	Stations-service : installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules à moteur, de bateaux ou d'aéronefs. Le volume annuel de carburant (liquides inflammables visés à la rubrique 1430 de la catégorie de référence [coefficient 1] distribué étant inférieur à 500 m³	Volume annuel de gasoil distribué : 30 m³ soit m³ équivalent	NC
4320	Aérosols extrêmement inflammables ou inflammables de catégorie 1 ou 2, contenant des gaz inflammables de catégorie 1 ou 2 ou des liquides inflammables de catégorie 1.	Quantité totale : 7,6 t	NC
4510	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1	Quantité maximale stockée : 10,85 t	NC
4511	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 2 ou chronique 2	Quantité maximale stockée 2,72 t	NC
4734	Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : essences et naphthas ; kérosènes (carburants d'aviation compris) ; gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ; fioul lourd ; carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement. La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations étant : 2. Pour les autres stockages : inférieure à 50 t au total	-2 cuves de gasoil double paroi enterrées de 50 m³ - quantité maximale de liquides inflammables dans les cellules dédiées et quantité maximale de liquides inflammables contenus dans les aérosols? Quantité totale : 24 t	NC
4735	Ammoniac (emploi ou stockage de)	2 cuves de 42 kg soit 84 kg pour l'alimentation des groupes froids	NC
4801	Houille, coke, lignite, charbon de bois, goudron, asphalte, brais et matières bitumineuses (dépôts de) La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 50 t	Quantité maximale stockée < 50 t	NC

AP de mise en demeure n°IC-24-071

Conformément aux dispositions de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement, la société

SCAPNOR implantée sur le territoire de la commune de Bruyères-sur-Oise – ZAE - Chemin du Bac des Aubins, est mise en demeure de respecter, **dans un délai d'un mois à compter de la date de notification du présent arrêté**, les dispositions de l'article 1.2.1 des prescriptions techniques de l'arrêté préfectoral du 21 février 2017 susvisé :

- soit en déposant un dossier de régularisation relatif à l'augmentation de son volume d'activité, conformément à l'article R. 181-46 du Code de l'environnement,
- soit en limitant la quantité de produits dangereux stockés pour revenir sous les quantités pour lesquels l'exploitant est autorisé.

Constats :

Lors de la visite, l'exploitant a présenté son état des stocks. Cet état des stocks comprend un onglet avec les quantités de produits par cellule et par catégorie. Cet état des stocks permet de constater le jour de l'inspection un dépassement des seuils des rubriques suivantes :

1450 : 1,85 tonnes pour un seuil à 950 kg

4510 : 23,32 tonnes pour un seuil à 21 tonnes

4711 : 21,55 tonnes pour un seuil de déclaration à 20 tonnes

4511 : 6,27 tonnes pour un seuil à 2,72 tonnes

Lors de la visite, l'exploitant a indiqué qu'il va faire en sorte de diminuer ses stocks en envoyant les produits en magasins.

Par courrier du 1er août 2024, l'exploitant a indiqué que les stocks de produits dangereux en trop grande quantité sont en cours de traitement. À ce courrier est joint un bilan des produits qui vont être envoyés en magasin pour démontrer le traitement en cours.

Enfin, l'exploitant précise que son prochain porter à connaissance sera transmis en octobre 2024.

Les éléments ne permettent pas de considérer que la mise en demeure n°IC-24-071 a été suivie d'effet, mais témoigne d'une volonté de se remettre en conformité.

Par conséquent, l'inspection des installations classées accorde **un ultime délai** à l'exploitant pour présenter des états des stocks démontrant que les quantités maximales de produits dangereux sont respectées. **Pour démontrer une situation pérenne de retour à la conformité, l'inspection attend de l'exploitant qu'il transmette, une fois les quantités respectées, les états des stocks de l'entrepôt sur une période de 5 jours consécutifs. L'exploitant dispose d'un délai d'un mois pour démontrer ce retour à la conformité.**

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois